



## Biens Symboliques / Symbolic Goods

Revue de sciences sociales sur les arts, la culture et les idées

12 | 2023

L'édition des sciences humaines et sociales : un sous-champ en mutation

---

# Éditer les sciences humaines et sociales à l'heure de la globalisation et du numérique

*Publishing in the Humanities and Social Sciences in the Age of Globalisation and Digital Technology*

*La edición en ciencias sociales y humanidades en la era de la globalización y la tecnología digital*

*Publizieren in den Geistes- und Sozialwissenschaften im Zeitalter der Globalisierung und der Digitalisierung*

Gisèle Sapiro et Hélène Seiler-Juilleret

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/bssg/3044>

DOI : 10.4000/bssg.3044

ISSN : 2490-9424

### Éditeur

Université Paris Lumières

### Référence électronique

Gisèle Sapiro et Hélène Seiler-Juilleret, « Éditer les sciences humaines et sociales à l'heure de la globalisation et du numérique », *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 12 | 2023, mis en ligne le 08 novembre 2023, consulté le 08 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/bssg/3044> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bssg.3044>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Éditer les sciences humaines et sociales à l'heure de la globalisation et du numérique

*Publishing in the Humanities and Social Sciences in the Age of Globalisation and Digital Technology*

*La edición en ciencias sociales y humanidades en la era de la globalización y la tecnología digital*

*Publizieren in den Geistes- und Sozialwissenschaften im Zeitalter der Globalisierung und der Digitalisierung*

**Gisèle Sapiro et Hélène Seiler-Juilleret**

---

- 1 La diffusion et la circulation de ces biens symboliques que constituent les productions scientifiques en sciences humaines et sociales (SHS) passent, au-delà de la communication orale, qui connaît de nouveaux moyens de dissémination *via internet*, par des supports écrits, articles et livres. Or le développement de moyens technologiques associé à la conjoncture de la globalisation a entraîné de profondes transformations du paysage éditorial dans ce domaine, dont ce numéro entend aborder certains aspects peu étudiés à ce jour.
- 2 La conjoncture dite de la globalisation a eu une double répercussion sur la diffusion de la recherche. D'un côté, le champ éditorial a connu d'importantes transformations liées aux concentrations et au principe de la rationalisation économique (Bourdieu 1999 ; Schiffrin 1999 ; Thompson 2010), lesquelles se répercutent dans le sous-champ de l'édition de sciences humaines et sociales (Thompson 2005). De l'autre, l'introduction de méthodes managériales (*new public management*) et d'indicateurs de performance – ou d'« excellence » mesurée au nombre et à la qualité des publications – dans les universités et les instituts de recherche a entraîné la prolifération de la production éditoriale savante. D'autres contraintes s'y ajoutent, telles que l'injonction à l'interdisciplinarité, l'incitation à la publication en langue étrangère et notamment en anglais pour les chercheurs<sup>1</sup>, et l'impératif de diffuser les résultats de la recherche en

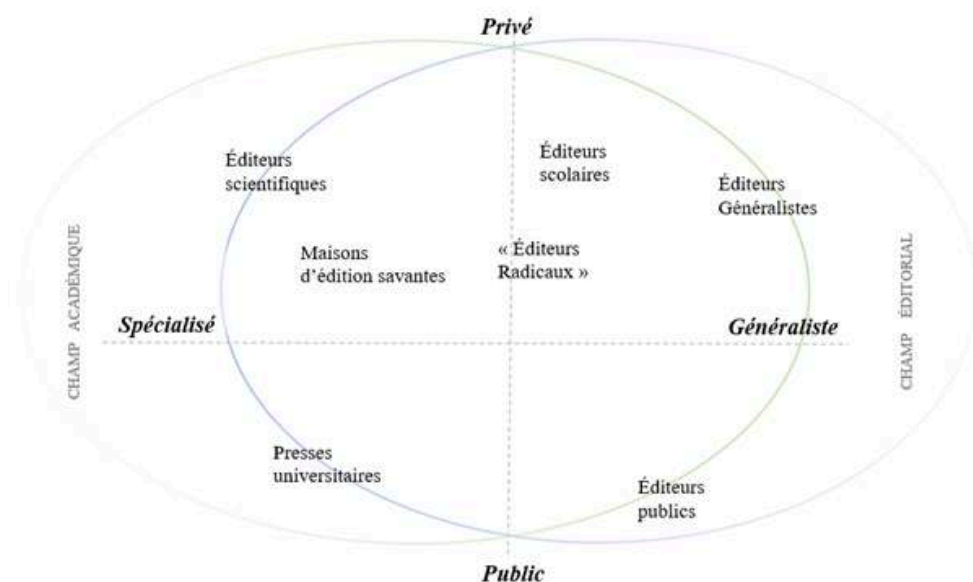
accès ouvert. Ce dernier a remis en cause le modèle éditorial traditionnel, avec d'un côté, le développement de l'autoédition des revues en ligne (favorisée par l'automatisation de nombre de tâches), et de l'autre, les coûts très importants prélevés par les éditeurs privés (notamment anglophones et germanophones) auprès des institutions de recherche pour l'accès ouvert en ligne (sachant que nombre de maisons d'édition savantes, y compris en France, demandaient déjà souvent une participation financière pour publier des ouvrages de sciences humaines, tels les ouvrages collectifs et d'érudition).

- 3 Sans prétendre à l'exhaustivité, ce numéro se propose d'examiner quelques aspects de ces transformations en se plaçant non pas du côté des pratiques de publication des chercheuses mais de celui de l'espace éditorial contemporain, marqué par trois grandes transformations – concentration, globalisation sous hégémonie étasunienne et transition numérique –, à travers l'étude de la circulation des livres en traduction, des enjeux du passage à la diffusion en ligne, et du devenir des revues de sciences humaines et sociales.
- 4 L'autonomie scientifique repose sur le principe de l'évaluation des résultats de la recherche par les pairs (Merton 1973 ; Bourdieu 1976, 2002). Les instances de diffusion de ces résultats doivent donc être un lieu garantissant l'autonomie en question. Animées par des chercheuses, les revues constituent de telles instances spécifiques. Se pose toutefois la question du modèle économique de leur publication : maisons d'édition publiques ou privées, sociétés savantes, autres institutions publiques ou privées, les modèles varient dans le temps et dans l'espace, et aussi dans un même espace comme le montrent les contributions d'Éric Brun pour 221 revues françaises de sciences sociales (anthropologie, économie, psychologie, sociologie, et science politique), classées par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) en 2013, et de Fernanda Beigel sur les 523 revues des sciences humaines et sociales argentines (sur un total de 786 revues scientifiques).
- 5 La publication de revues scientifiques par des éditeurs est allée de pair avec la formation d'un marché du livre de sciences humaines. Ce secteur émerge d'une part avec la multiplication des presses universitaires qui suivent le modèle ancien d'Oxford et de Cambridge (par exemple Princeton University Press est fondé en 1905, Harvard University Press en 1913), d'autre part avec l'apparition de petits éditeurs spécialisés comme Alcan et Vrin en France (en Allemagne, le libraire Springer publiait des ouvrages philosophiques depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle), tout en suscitant l'intérêt des éditeurs scolaires, comme Armand Colin, qui cherchent à se positionner davantage sur l'édition de la recherche, et des éditeurs généralistes qui diversifient leur catalogue en publiant des « essais »<sup>2</sup>. Dans les années 1930, les Éditions de la NRF (qui deviendront les Éditions Gallimard après la guerre) commencent par exemple à traduire des livres de Freud, de Heidegger et de Kierkegaard. Dans les années 1960, ce secteur prend son essor, en Europe et ailleurs, avec la création de licences dans les disciplines de sciences humaines et sociales, anthropologie, économie, sociologie, psychologie (Fleck, Karady & Duller 2019). Catégorisé « sciences humaines », il se structure en un sous-champ avec, au pôle le plus intégré au champ académique (Bourdieu 1984), les presses universitaires et les publications des instituts de recherche, et au pôle ancré dans le champ éditorial, les maisons généralistes qui lancent des collections de sciences humaines (Plon, Gallimard, Seuil, Minuit en France) et les petits éditeurs spécialisés. S'y ajoutent les gros éditeurs scientifiques et scolaires (Springer, Pearson, et pour, le cas français, Belin

et Armand Colin) et les éditions étatiques associées à des ministères à l'instar des publications du Département des études, de la prospective et des statistiques (Deps) au sein du ministère de la Culture.

- 6 Cette diversité éditoriale du sous-champ de l'édition SHS prend des formes différentes selon les histoires nationales et les régimes, même si les modèles ont circulé d'un pays à l'autre. On peut néanmoins les organiser autour de deux axes. Le premier concerne le statut public ou privé. Le second, le public visé : d'un côté, les maisons spécialisées ciblant un public académique mais aussi les professionnels (comme dans le cas du droit), de l'autre, les généralistes qui s'adressent au grand public « cultivé » (suivant la catégorie éditoriale en usage). Les éditeurs dits « radicaux » (*radical publishers*, selon l'expression en vigueur au Royaume-Uni), qui visent un public non académique, et certaines maisons savantes publiant à la fois des essais et des ouvrages de recherche, occupent des positions intermédiaires sur ce second axe (Frisani 2014 ; Noël 2021). On peut croiser ces deux axes pour analyser la structure du sous-champ et la comparer dans différentes configurations socio-historiques et culturelles. La menace d'hétéronomie provient du contrôle idéologique de l'État (au pôle public) et de la logique du marché (au pôle privé), ces deux sources d'hétéronomie s'étant historiquement contrebalancées (Sapiro 2003, 2019), mais cette alliance du libéralisme économique et du libéralisme politique est de nos jours fortement remise en cause par la politique des gouvernements illibéraux qui soutiennent les grands groupes et les nouvelles universités privées dans des pays comme la Turquie, le Brésil ou l'Inde où les universités publiques historiques ont acquis un capital symbolique et une autonomie dérangeants pour le pouvoir en place.

Schéma 1. Structure du sous-champ de l'édition des SHS



L'axe horizontal représente le *continuum* allant du pôle le plus spécialisé au pôle le plus généraliste. L'axe vertical différencie les éditeurs selon le statut, privé vs. public. L'arc de cercle, de couleur verte à gauche du schéma, indique les effets du champ académique sur le sous-champ de l'édition des SHS tandis que l'arc de cercle, de couleur bleue représente les effets du champ éditorial, le sous-champ de l'édition des SHS se situant à la jonction entre les deux.

- 7 Le présent numéro s'ouvre ainsi sur les conditions de l'édition des sciences humaines sous contraintes politiques extrêmes, en URSS, avec le cas des Éditions du Progrès, auxquelles est dévolue à partir de 1963 la fonction d'intermédiation avec l'étranger. Quelles étaient les pratiques éditoriales dans un régime où l'édition était fortement centralisée et contrôlée par l'État<sup>3</sup> ? De quelle marge de manœuvre disposaient les éditeurs de Progrès – qui ont notamment publié en 1977 une traduction de *Les Mots et les choses* de Foucault, paru onze ans plus tôt chez un éditeur généraliste privé (Gallimard) – pour importer des ouvrages de l'étranger sous le contrôle idéologique étroit du Parti communiste de l'Union soviétique ? Les stratégies de contournement que les responsables éditoriaux de la maison ont dû mettre en place afin de faire approuver leur programmation par les instances de régulation idéologique et de censure du Parti nécessitent sur un capital politique et une connaissance fine des rouages de l'appareil politique. Mais, elles sont également tributaires de l'évolution du champ académique, avec lequel les Éditions du Progrès entretiennent des relations étroites, et de l'institutionnalisation de telle discipline (dans ce cas, la philosophie des sciences et la linguistique) ou courant de pensée (le structuralisme) qui peut agir comme un appel d'air et influencer sur les conditions d'importation de certains titres et ouvrages étrangers. Cette maison qui a survécu jusqu'en 1996 a connu la transition vers l'économie de marché après la chute du régime en 1989, transition qui a donné lieu à des stratégies d'ajustement aux nouvelles contraintes économiques dans une période où celles-ci commencent à peser de plus en plus sur l'édition de sciences humaines, en particulier une stratégie d'internationalisation par l'importation d'ouvrages de l'étranger (Bikbov & Petuchkova 2023). Si l'histoire des Éditions du Progrès montre que cette importation s'appuyait sur des échanges antérieurs, la chute du mur les intensifie et les accélère, favorisant la globalisation du champ éditorial (Sapiro dir. 2009).
- 8 Cette globalisation s'effectue, comme dans le champ global des sciences humaines et sociales (Heilbron *et al.* 2017), sous hégémonie américaine, réfractant la place dominante acquise par les États-Unis dans les rapports de force internationaux. En témoigne, tant au niveau global qu'au niveau national, l'augmentation des traductions de l'anglais partout, et notamment dans les pays d'Europe de l'Est, favorisée notamment par la montée des agents littéraires comme acteurs de l'intermédiation (Sapiro & Leperlier 2021). Face à cette nouvelle domination, l'hégémonie française sur le marché international de l'édition de sciences humaines connaît un relatif déclin, qui reste moindre dans ce secteur qu'en littérature, notamment du fait de la réception planétaire des auteurs de la *French Theory* (en partie médiatisée par les États-Unis ; Sapiro & Dumont 2016) et aussi de l'œuvre de Pierre Bourdieu (Sapiro & Bustamante 2009), puis plus récemment de celle de Thomas Piketty (Brissaud & Chahsiche 2017). L'hégémonie étasunienne se manifeste par la croissance des traductions de l'anglais en français, par comparaison aux deux autres langues centrales ou semi-centrales dans ce domaine, l'allemand et l'italien, comme le montre une analyse quantitative réalisée par Gisèle Sapiro pour la période 2003-2013, à la suite de celle menée avec Ioana Popa pour les années 1985-2002 (Sapiro & Popa 2008). Il en ressort entre autres que, si la tradition de pensée germanique continue de constituer une valeur dans l'édition de sciences sociales en France, et si les éditeurs français contribuent à la canonisation de nombre de ses auteurs-phares (Heidegger, Arendt, Elias, Weber), les traductions de livres d'auteurs contemporaines de langue allemande sont en baisse (à part quelques figures consacrées), au profit de travaux anglo-

américains. Cependant, l'analyse de cette base de données permet de relativiser le constat de l'hégémonie étasunienne et de différencier les stratégies d'importation des maisons d'édition en fonction des diverses logiques : académique, intellectuelle, politique, économique, lesquelles attestent d'effets de (sous-)champs.

- 9 L'internationalisation et les rapports de force inégaux entre les langues et les pays (en particulier entre Nord et Sud, voir Heilbron *et al.* 2017) concernent aussi les revues. Si la formation de champs disciplinaires nationaux a favorisé la création de revues marquées de leur identité nationale (par la langue et les objets étudiés) et publiant majoritairement des chercheurs vivant et travaillant dans le pays en question (Sapiro 2022), une injonction à l'internationalisation (parallèlement à celle sur l'interdisciplinarité) s'est imposée de manière croissante dans les politiques de la recherche avec l'eupéanisation et l'hégémonie étasunienne (Boncourt 2017). Cette injonction, qui a pris des formes différentes selon les pays comme l'illustre le cas de l'Argentine abordé ici par Fernanda Beigel, vise tout particulièrement la publication en anglais. En France, elle a conduit à la mise en place, de 2011 à 2016, d'un programme d'aide de l'État aux revues pour la traduction d'une sélection de leurs articles en anglais (Carbone, Delpech de Saint-Guilhem, Gloanec-Maurin, North & Rolland 2017). Le dispositif relevait du Centre national du livre (CNL).
- 10 Ce programme intervenait après l'accompagnement étatique à la transition numérique par le CNL et le CNRS, dont traitent Valérie Tesnière et Hélène Seiler-Juilleret dans leur article (voir *infra*). La transition numérique est en effet la troisième grande transformation ayant affecté l'édition des sciences humaines et sociales depuis les années 1990. Elle concerne aussi bien les revues que les livres, et est soumise à une double contrainte, économique et politique. Comme le montre l'article d'Hélène Seiler-Juilleret, dans sa première phase, au milieu des années 1990, le passage au numérique est avant tout l'œuvre d'individus aux profils socio-professionnels atypiques par rapport aux éditeurs de SHS et dont la position dans le sous-champ est à l'aune de la place accordée à l'édition numérique à cette époque : périphérique voire mineure. Afin d'intégrer le numérique dans les usages ordinaires de l'édition des SHS, ils élaborent des protocoles et des outils communs en s'appuyant dans un premier temps sur des formes de collaboration entre pairs, puis sur le soutien des instances publiques. Cet état de préfiguration de l'espace numérique en France laisse toutefois entrevoir des approches différentes, notamment sur la question du modèle économique et de l'accès ouvert. Cette problématique, qui transcende les frontières nationales, est tout particulièrement investie par les instances ministérielles, dont les prises de position ultérieures contribueront à la structuration duale de l'espace numérique de l'édition des SHS, laquelle oppose les acteurs privés, défenseurs d'une diffusion payante pour les numéros les plus récents, aux acteurs publics qui, eux, prônent un modèle d'accès ouvert (Mounier 2020 ; Seiler-Juilleret 2020).
- 11 La contrainte économique s'impose, dans le secteur privé, par le biais des attentes lucratives des actionnaires des grands groupes et des objectifs de « rationalisation » des coûts de la production en vue de les satisfaire – objectifs qui concernent aussi les presses universitaires du fait de la mise en place des politiques du *new public management*. Pour l'ensemble du secteur, privé et public, cette contrainte se manifeste aussi à travers les budgets nécessaires à la conversion numérique – sachant que les maisons d'édition privées et les presses universitaires doivent amortir leurs dépenses

relatives aux frais de fabrication et, dans une moindre mesure, aux charges salariales grâce aux ventes et aux éventuelles subventions (Henny 2015, Seiler-Juilleret 2019).

- 12 Moins présente pour les livres, même si les éditeurs privés recourent largement aux aides publiques<sup>4</sup>, la contrainte étatique est perceptible à travers les rapports de force qu'entretiennent les revues et les éditeurs avec les instances publiques. Ici, la contrainte institutionnelle ne s'exerce pas tant sur les contenus éditoriaux, comme c'est le cas dans des États autoritaires ou sous les régimes communistes (voir dans ce numéro l'article de Daria Petushkova et Lenny Smirnova sur le cas soviétique, présenté plus haut), que – toutes proportions gardées – sur les conditions de publication numérique et d'évaluation de la recherche. Au milieu des années 2000, le CNRS a envisagé de procéder à un classement des revues universitaires en vue d'une part de concentrer les moyens alloués à ces dernières en réduisant le nombre de titres bénéficiant d'aides (subvention et mise à disposition de ressources humaines), d'autre part de l'utiliser comme outil d'évaluation des chercheurs. Cette tentative a suscité de vives protestations au sein de la communauté scientifique. L'étude socio-historique des prises de position, lors de ces événements, des directeurs de deux revues, la *Revue d'histoire moderne et contemporaine (RHMC)* et *Le Mouvement social*, par Valérie Tesnière et Hélène Seiler-Juilleret, met en lumière les enjeux de ce débat et les effets de ces nouvelles contraintes sur le fonctionnement des revues, alors en pleine transition numérique. Cette période a ainsi été le théâtre, en France, de mouvements contraires vis-à-vis des structures publiques de la part des actrices de l'édition des SHS. Ces dernières les sollicitent ardemment afin qu'elles soutiennent un investissement numérique désormais inévitable mais matériellement difficile, tout en maintenant leur vigilance face à des instances régulatrices dont les interventions peuvent influencer sur les conditions de production et de diffusion numérique de leurs publications.
- 13 La double injonction à l'internationalisation et à la transition numérique a contribué à la configuration d'un espace transnational des revues, au sein duquel les titres indexés dans les plateformes de référencement Scopus et Web of Science, grâce à leur assimilation des normes internationales, occupent une position dominante. Cette double injonction a suscité des réponses différentes selon les pays. Celle des revues universitaires de SHS en Argentine est analysée dans ce numéro par Fernanda Beigel. Ne présentant que rarement les caractéristiques nécessaires pour être référencées par les plateformes anglophones dominantes, les revues de SHS argentines, et de manière plus générale d'Amérique latine, trouvent néanmoins en Latindex, Scielo et Redalyc des lieux de légitimation scientifique et de visibilité dans l'espace numérique. L'ancienneté de ces plateformes d'indexation, toutes créées au milieu des années 1990, et la relative autonomie des instances d'évaluation de la recherche en Argentine du fait qu'elles n'alignent pas leurs critères sur les normes internationales, ont permis la pérennisation de revues universitaires multilingues au rayonnement local ou national.
- 14 Ces conditions de circulation et d'évaluation de la recherche y ont facilité l'adoption, lors de la transition numérique, d'un modèle économique et éditorial ouvert et non lucratif, appelé *diamond* (« diamant »), et ont endigué ainsi le développement du « *gold open access* » en Argentine. Celui-ci s'est imposé, en revanche, en Europe, notamment dans les revues britanniques et allemandes, sous la pression de l'accès libre aux données et aux publications issues de la recherche financée au moins à hauteur de 50 % par des institutions, conformément aux recommandations de la Commission européenne en 2012 (Sapiro & Seiler-Juilleret 2016). Plus généralement, le recours au

*gold open access* participe d'un modèle dominant que l'on peut qualifier de britannique. Pratiqué par des éditeurs privés détenteurs d'importants portefeuilles de revues, il consiste à demander le paiement d'APC (*Articles processing charges*) qui s'élèvent entre 2 et 3 000 euros pour la publication d'un article en accès ouvert, sans quoi les articles sont vendus en ligne à des tarifs prohibitifs, qu'il s'agisse des coûts d'abonnement aux bouquets pour les institutions universitaires ou de recherche<sup>5</sup> ou d'achats d'articles pour les lectorices n'appartenant pas à une telle institution (entre 20 et 40 livres sterling) (Bosman *et al.* 2021). Ce mode de diffusion en *gold open access* concerne aussi les livres et est largement pratiqué en Allemagne pour les thèses et ouvrages de recherche (sachant que ces ouvrages académiques publiés par ces éditeurs privés en version papier sont également vendus à des prix inabordables, tant pour les particuliers que pour les bibliothèques universitaires qui ont vu leur budget diminuer alors que le prix des abonnements aux bouquets de revues scientifiques augmentait de façon drastique).

- 15 Pour les revues, un modèle économique hybride, ou intermédiaire entre le *gold* et le *diamond*, a été adopté en France : la commercialisation des numéros courants, à des tarifs beaucoup plus abordables, est limitée dans le temps, selon une barrière mobile de 2 à 4 ans visant à amortir les coûts de production. Passé ce délai, les numéros basculent automatiquement en accès ouvert intégral. Beaucoup plus équitable pour toutes les parties que le *gold open access* (Sapiro & Seiler-Juilleret 2016), il est devenu, avec l'accord des éditeurs, un des principaux modes de diffusion numérique des revues françaises de SHS. De ce fait, et malgré sa promotion par des acteurs comme la plateforme numérique Open Edition ou les porteurs de la chaîne d'édition multi-supports Métopes, le modèle *diamond* a moins été adopté en France qu'en Argentine. Cet écart entre les deux cas nationaux s'explique en partie par les profils des instances éditoriales des revues. Alors qu'en Argentine, les éditeurs publics (presses universitaires et universités) et les sociétés savantes jouent un rôle prépondérant en ce qu'ils éditent respectivement 55 % et 30 % des revues (toutes disciplines confondues), la population des éditeurs de revues de SHS françaises se répartit entre acteurs publics et privés ; ce que confirme l'étude de 221 revues de sciences sociales en France par Éric Brun, lequel observe une grande diversité des acteurs éditoriaux et une certaine mobilité des revues entre éditeurs – mobilité qui s'est accrue à partir des années 1990 en raison du désinvestissement des éditeurs privés de la publication de revues savantes. À partir de son analyse des politiques numériques de revues en fonction de leur rattachement éditorial, Brun identifie deux tendances récentes : d'une part, la concentration éditoriale avec le rachat de maisons éditant des revues de SHS par des groupes d'édition internationaux non spécialisés en SHS et, d'autre part, l'investissement accru des acteurs publics dans l'édition et la diffusion des revues. On peut notamment y voir les premiers effets de la Loi pour une république numérique de 2016<sup>6</sup> et de l'apparition récente de pôles éditoriaux et de pépinières numériques à l'intérieur des universités et des établissements de recherche (Aschehoug 2022).
- 16 Le modèle français de la barrière mobile de 2 à 4 ans a cependant été bousculé par la directive européenne contraignant la diffusion en accès ouvert dès un an après la publication<sup>7</sup>, adoptée en France par le CNRS qui l'a mis en place pour l'évaluation de la recherche en incitant les chercheurs à publier les versions des publications sous droits avant formatage éditorial sur la plateforme HAL SHS, comme cela se pratique aussi dans d'autres pays (sur les plateformes – *repositories* – des universités<sup>8</sup>). Or cette pratique remet en cause l'identité des revues savantes publiées par des éditeurs privés et les logiques scientifiques qui président à l'élaboration de numéros thématiques,



selon une pratique assez courante en France, qui permet la construction de nouveaux objets de recherche (Sapiro & Seiler 2016).

- 17 L'édition de sciences humaines et sociales est aujourd'hui menacée dans son autonomie. Bâillonnée sous les régimes autoritaires, surveillée et attaquée dans les régimes illibéraux, elle doit de plus en plus se soumettre aux critères de rentabilité financière prévalant dans le marché éditorial, qui impose de manière croissante sa loi d'airain au pôle savant du champ éditorial, et/ou accepter la loi de l'appropriation privée et de la marchandisation des savoirs par les grands groupes d'édition scientifique. Si l'autoédition en ligne offre une voie de contournement de ces contraintes, elle nécessite des ressources et des savoir-faire qui requièrent un soutien conséquent de la part de l'État et/ou des institutions. Qui plus est, dans une conjoncture de compétition extrême pour l'attention, la mise en ligne ne suffit pas à garantir la visibilité et la présence dans l'espace et le débat publics, ce que les éditeurs, en France du moins, parviennent encore à faire. La tendance à l'éviction des sciences humaines et sociales de l'édition généraliste, qui s'observe dans le monde anglophone, et dans une moindre mesure en Allemagne, en Italie et en Espagne (suivant le modèle anglo-américain), pour des raisons économiques, à part les biographies et quelques ouvrages portés par des agents pour toucher un public non-universitaire, se profile en France comme un horizon dont les injonctions contradictoires qui pèsent sur les chercheurs et les revues risquent d'accélérer l'avènement, et d'autant plus que ces injonctions sont retraduites dans l'ignorance de leurs implications ailleurs. Faut-il adopter définitivement l'anglais comme *lingua franca* des sciences humaines et sociales comme dans les sciences de la nature en renonçant à la tradition de pensée et d'écriture et en se plaçant dans une position dominée par rapport aux chercheurs dominantes dans cet espace ? Faut-il se replier sur l'espace francophone en maintenant une hégémonie au rabais sur les pays où elle s'exerce encore ? Faut-il accepter la loi du marché, qu'il s'agisse de l'appropriation privée des profits du savoir ou de l'intériorisation des attentes éditoriales ? Ou se replier sur la communauté scientifique, à un moment où la visibilité médiatique, voire la célébrité, est de plus en plus valorisée par les universités et les organismes de recherche qui y trouvent un moyen de justifier les financements publics ? Aucune de ces solutions n'est satisfaisante, et sans sombrer dans la nostalgie d'un âge d'or de sciences humaines, une réflexion collective et concertée s'impose, qu'une jeune revue comme *Biens symboliques / Symbolic Goods* a courageusement engagée. Ce numéro entend y contribuer un tant soit peu, même si l'écart entre le temps nécessaire pour réaliser des recherches approfondies comme celles présentées ici et l'urgence de la réflexion paraît incommensurable.

---

## BIBLIOGRAPHIE

ASCHEHOUG Astrid (2022). *Les pôles éditoriaux : contexte, état des lieux et perspectives*. Rapport de recherche CNRS.

- AUERBACH Bruno (2009). « Production universitaire et sanctions éditoriales. Les sciences sociales, l'édition et l'évaluation ». *Sociétés contemporaines*, 74(2) : 121-145.
- AUERBACH Bruno (2006). *L'Édition de SHS : une approche socio-épistémologique. Productions et marchés ; évaluation et sélection ; mise en texte et mise en livre*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS.
- BONCOURT Thibaud (2017). « Gouvernement des carrières académiques et diffusion d'un *mainstream* scientifique. Les politistes français et britanniques face aux injonctions à l'internationalisation ». Dans BENNINGHOFF Martin, CHARLIER Jean-Émile, CRESPIY Cécile & LERESCHE Jean-Philippe (dir.). *Le Gouvernement des disciplines académiques. Acteurs, dynamiques, instruments, échelles*. Paris, Éditions des archives contemporaines : 121-140.
- BOSMAN Jeroen, FRANTSVÅG Jan Erik, KRAMER Bianca, LANGLAIS Pierre-Carl & PROUDMAN Vanessa (2021). *OA Diamond Journals Study. Part 1: Findings* : 1-32.
- BOURDIEU Pierre (1971). « Le marché des biens symboliques ». *L'Année sociologique*, 22 : 49-126.
- BOURDIEU Pierre (1976). « Le champ scientifique ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2-3 : 88-104.
- BOURDIEU Pierre (1980). *Le Sens pratique*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre (1984). *Homo Academicus*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre (1999). « Une révolution conservatrice dans l'édition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 126 : 3-28.
- BOURDIEU Pierre (2002). *Science de la science et réflexivité*. Paris, Raisons d'agir.
- BRISSAUD Constantin & CHAHSICHE Jean-Michel (2017). « How to Become an International Intellectual? Thomas Piketty and *The Capital in the Twenty-First Century* ». *Sociologica*, 1.
- CARBONE Pierre, DELPECH DE SAINT-GUILHEM Jean, GLOANEC-MAURIN Karine, NORTH Xavier & ROLLAND Marc (2017). *Rapport de la Mission de suivi du plan d'accompagnement du passage au numérique de l'édition scientifique*.
- DESJEUX Dominique, OPHANT Isabelle & TAPONIER Sophie (1991). *L'Édition en sciences humaines, la mise en scène de l'Homme et de la société*. Paris, L'Harmattan.
- FRISANI Marcella (2014). « Au marché des idées. Les enjeux de la traduction du livre savant français au Royaume-Uni ». Dans SAPIRO Gisèle (dir.), *Sciences humaines en traduction : les livres français aux États-Unis, au Royaume Uni et en Argentine*. Paris, Institut français / Cessp : 56-91.
- HEILBRON Johan (1999). « Towards a Sociology of Translation: Book Translations as a Cultural World-System ». *European Journal of Social Theory*, 2(4) : 429-444.
- HEILBRON Johan, BONCOURT Thibaud, SCHÖGLER Rafael & SAPIRO Gisèle (2017). *European Social Sciences and Humanities (SSH) in a Global Context. Preliminary findings from the INTERCO-SSH Project*.
- MERTON Robert K. (1973) [1942]. « The Normative Structure of Science ». Dans Robert K. MERTON, *The Sociology of Science: Theoretical and Empirical Investigations*. Chicago, University of Chicago Press : 267-278.
- NOËL Sophie (2021). *L'Édition indépendante critique. Engagements politiques et intellectuels*. Villeurbanne, Presses de l'Enssib.
- OATES-INDRUCHOVÁ Libora (2020). *Censorship in Czech and Hungarian Academic Publishing, 1969-89: Snakes and Ladders*. Londres, Bloomsbury Academic.

- ROBIN Christian (2016). *Les Livres dans l'univers numérique*. Paris, La Documentation française.
- SALATINO Maximiliano (2017). « La estructura del espacio latinoamericano de revistas científicas ». Thèse de doctorat en sciences sociales. Mendoza (Argentine), Universidad Nacional de Cuyo.
- SAPIRO Gisèle (dir.) (2008). *Translatio. Le Marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*. Paris, CNRS Éditions.
- SAPIRO Gisèle (dir.) (2009). *Les Contradictions de la globalisation éditoriale*, Paris, Nouveau Monde Éditions.
- SAPIRO Gisèle (2013). « The literary field between the state and the market ». *Poetics. Journal of Empirical Research on Culture, the Media and the Arts*, 31, 5-6 : 441-461.
- SAPIRO Gisèle (dir.) (2014). *Sciences humaines en traduction : les livres français aux États-Unis, au Royaume Uni et en Argentine*. Paris, Institut français / Cessp.
- SAPIRO Gisèle (2018). « What Factors Determine the International Circulation of Scholarly Books? The example of translations between English and French in the era of globalization ». Dans HEILBRON Johan, SORA Gustavo & BONCOURT Thibaud (dir.). *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*. Basingstoke, Palgrave MacMillan.
- SAPIRO Gisèle (2019). « Repenser le concept d'autonomie pour la sociologie des biens symboliques ». *Biens symboliques / Symbolic Goods*, 4.
- SAPIRO Gisèle & POPA Ioana (2008). « Traduire les sciences humaines et sociales ». Dans SAPIRO Gisèle (dir.), *Translatio. Le marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation*, Paris, CNRS Éditions : 107-138.
- SAPIRO Gisèle & BUSTAMANTE Mauricio (2009). « Translation as a Measure of International Consecration. Mapping the World Distribution of Bourdieu's Books in Translation ». *Sociologica*, 2-3.
- SAPIRO Gisèle & DUMONT Lucile (2016). « La diffusion internationale du structuralisme : entre appropriation et rejet ». Dans BERT Jean-François & LAMY Jérôme. *Résonances des structuralismes*, Paris, Éditions des archives contemporaines : 123-138.
- SAPIRO Gisèle, BRUN Éric & FORDANT Clotilde (2018). « The Rise of the Social Sciences and Humanities in France: Institutionalization, Professionalization and Autonomization ». Dans FLECK Christian, KARADY Victor, & DULLER Matthias (dir.). *Shaping Human Science Disciplines*, Basingstoke, Palgrave Macmillan : 25-68.
- SAPIRO Gisèle & LEPERLIER Tristan (2021). « Les agents de la globalisation éditoriale : stratégies de conquête et de résistance ». *Réseaux*, 226-227 : 127-153.
- SAPIRO Gisèle & SEILER-JULLERET Hélène (2016). *Disseminating the Social Sciences and Humanities. European Policy Brief*. Interco-SSH, European Commission.
- SCHIFFRIN André (1999). *L'Édition sans éditeurs*, Paris, La Fabrique Éditions.
- SCHIFFRIN André (2000). *L'Argent et les mots*, Paris, La Fabrique Éditions.
- SEILER-JULLERET Hélène (2019). « Une autonomie relative. Analyse comparative des marges de manœuvre de l'édition publique en France », *Bibliodiversity* : 32-48.
- SEILER-JULLERET Hélène (2020). *Les Éditeurs de sciences humaines et sociales face à l'enjeu numérique en France*. Thèse de doctorat en sociologie. Paris, EHESS.

TESNIÈRE Valérie (1990). « L'histoire aux éditions Alcan (1874-1939) ». *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 28 : 15-28.

TESNIÈRE Valérie (2001). *Le Quadrige, 1860-1968. Un siècle d'édition universitaire*. Paris, Presses universitaires de France.

THIESSE Anne-Marie & Natalia CHMATKO (1999). « Les nouveaux éditeurs russes ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 126-127(1-2) : 75-89.

THOMPSON Johan B. (2005). *Books in the Digital Age*. Cambridge, Polity Press.

THOMPSON Johan B. (2010). *Merchants of Culture. The Publishing Business in the Twenty-First Century*. Cambridge, Polity Press.

## NOTES

1. Nous employons dans ce dossier le féminin générique italisé qui, outre les avantages explicités dans l'article référence ici, a le mérite de la fluidité. Voir Olivier Godechot & Gisèle Sapiro. « Inclusive : une autre écriture est possible ». *L'Obs*, 8 mars 2021.
2. Sur l'histoire d'Alcan, voir Tesnière (1990, 2001) ; sur les collections de monographies de sciences humaines chez les éditeurs scolaires, voir Auerbach (2006) ; sur les « essais » comme catégorie éditoriale, Olivera (2001).
3. Pour les cas de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, voir Libora Oates-Indruchová (2020).
4. Elles sont allouées sur la base d'un examen par une commission du CNL. Pour les traductions, elles obtiennent parfois des aides des pays d'origine. Notons que certaines maisons savantes comme CNRS Éditions reposent sur un modèle mixte, ayant un statut privé mais bénéficiant de subventions publiques *via* le CNRS.
5. Au point que certaines universités moins dotées (en France ou ailleurs) n'auront plus les moyens de donner accès à la production scientifique de leurs propres chercheurs.
6. La loi, qui a suscité de nombreuses controverses dans le sous-champ de l'édition des SHS, consiste en la mise en application des recommandations formulées, quatre ans plus tôt, par la Commission européenne quant à la nécessaire diffusion en accès ouvert intégral des publications financées pour moitié par des fonds publics.
7. Voir l'article 27 de la directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public (refonte), publié dans le *Journal officiel de l'Union européenne*, 26 juin 2019.
8. Certains gros éditeurs scientifiques privés, comme Elsevier, ont tenté d'utiliser cette directive à leur profit en interdisant à leurs auteures de publier la version non éditée de leur article sur les plateformes de leur Université avant trois ans, ce qui contraindrait les chercheurs à payer des APC pour se conformer à la directive en question. Les rédactions de certaines revues se sont opposées à cette contrainte.

---

## AUTEURS

### **GISÈLE SAPIRO**

Directrice de recherche CNRS, Directrice d'études, EHESS-Centre européen de sociologie et de science politique (Cessp)

### **HÉLÈNE SEILER-JUILLERET**

Éditrice et docteure en sociologie, Éditions du Nid-de-pie / EHESS-Centre européen de sociologie et de science politique (Cessp)